

MIR S.à r.l., SPF

Société à responsabilité limitée, société de gestion de patrimoine familial

L-8053 Bertrange, 77, rue des Champs

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 5 JANVIER 2017

NUMERO 17/37.281

L'an deux mille dix-sept.

Le cinq janvier.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach,
(Grand-Duché de Luxembourg).

ONT C O M P A R U :

1.- Monsieur **Jacques FUNCK**, administrateur de société, demeurant à L-8053 Bertrange, 79, rue des Champs.

2.- Monsieur **Robert FUNCK**, agent immobilier, demeurant à L-1716 Luxembourg, 23, rue Hansen.

3.- Monsieur **Max FUNCK**, employé privé, demeurant à L-8053 Bertrange, 77, rue des Champs.

Lesquels comparants sont ici représentés par Peggy Simon, employée, de résidence professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu de trois procurations lui délivrées sous seing privé,

lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il entend constituer :

Article premier

Il existe une société à responsabilité limitée, société de gestion de patrimoine familial, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial (la Loi SPF), telle que modifiée et par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs associés. L'associé

unique peut s'adjoindre à tout moment un ou plusieurs co-associés, et de même les futurs associés peuvent prendre les mesures tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Article deux

La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société peut emprunter au moyen d'émission d'obligations, ou s'endetter autrement pour financer son activité.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Elle ne pourra pas s'immiscer dans la gestion d'une société dans laquelle elle détient une participation.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, et elle pourra aussi effectuer toutes activités et opérations directement ou indirectement liées à son objet, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de patrimoine familial ("S.P.F.").

Article trois

La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Article quatre

La société prend la dénomination de **MIR S.à r.l., SPF.**

Article cinq

Le siège social est établi à Bertrange

Il peut être transféré dans les limites de la commune du siège social ou en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution du/des gérant(s) /conseil de gérance de la société et la modification afférente des statuts.

Article six

Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE SIX CENTS EUROS (€ 12.600.-), représenté par cent (90) parts sociales de CENT QUARANTE EUROS (€ 140.-) chacune.

Article sept

Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions

prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Article huit

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Article neuf

Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales qu'il détient par rapport au nombre total des parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Si un associé se propose de céder, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux, tout ou partie de ses parts sociales, il doit les offrir par préférence à ses co-associés, proportionnellement à leur participation dans la Société.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur base du bilan dernier bilan en prenant en compte également les opérations l'année en cours.

En cas de désaccord persistant des associés sur le prix après un délai de deux mois, le ou les associés qui entendent céder les parts et le ou les associés qui se proposent de les acquérir désigneront chacun un expert pour fixer la valeur de cession.

Les experts devront prendre leur décision dans un délai de trois mois après que le collège des experts aura été constitué.

La Société communique par lettre recommandée le résultat de l'expertise aux associés, en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter les parts au prix arrêté. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir des parts, les parts proposées à la vente seront offertes aux associés qui entendent les acquérir en proportion de leur participation dans la Société.

En cas de rachat des parts par les associés, le prix fixé par les experts devra être payé au plus tard dans les trois mois de la décision des experts (sauf accord différent des parties en cause) contre la signature des documents de transfert des parts.

Au cas où aucun associé n'est disposé à acquérir les parts, l'associé qui entend les céder peut les offrir à des non-associés soumis à l'agrément unanime des associés.

La cession de parts sociales (entre vifs) à des non associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant la totalité des parts sociales de la Société.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non associés sans l'agrément unanime des propriétaires de parts sociales

appartenant aux survivants. Le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires soit au conjoint survivant.

Les héritiers autres que ceux nommés à l'alinéa précédent ou bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréés doivent offrir par préférence leurs parts aux associés restants proportionnellement à leur participation dans la Société.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur base du bilan dernier bilan en prenant en compte également les opérations l'année en cours.

En cas de désaccord persistant des associés et des héritiers ou légataires sur le prix de rachat des parts après un délai de deux mois, les héritiers ou légataires et le ou les associés qui se proposent d'acquérir les parts désigneront chacun un expert pour fixer la valeur de cession des parts.

Les experts devront prendre leur décision dans un délai de trois mois après que le collège des experts aura été constitué.

La Société communique par lettre recommandée le résultat de l'expertise aux associés, en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter les parts au prix arrêté. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir des parts, les parts proposées seront offertes aux associés qui entendent les acquérir en proportion de leur participation dans la Société.

En cas de rachat des parts par les associés, le prix fixé par les experts devra être payé au plus tard dans les trois mois de la décision des experts contre signature des documents de transfert des parts (sauf accord différent des parties en cause).

Au cas où aucun associé n'est disposé à acquérir les parts, l'héritier ou le bénéficiaire d'institution testamentaire ou contractuelle qui entend les céder peut les offrir à des non-associés soumis à l'agrément unanime des associés.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la Société.

Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et pourra être consulté par chaque associé qui le désire.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

Le gérant/conseil de gérance est autorisé à annuler les parts sociales propres détenues par la Société et à procéder à la réduction de capital

correspondante.

Article dix

Le décès de l'associé unique ou de l'un des associés, ne met pas fin à la société.

Article onze

Les créanciers, ayants droit ou héritiers de l'associé unique ou d'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Article douze

La Société est gérée et administrée par un conseil de gérance composé de trois gérants, répartis en trois catégories de gérants A, B et C.

Les premiers gérants nommés ne sont pas révocables, sauf pour cause de maladie ou altération des facultés mentales dûment reconnue par un certificat médical.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un des gérants, il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale des associés décidant à la majorité des parts sociales. Le nouvel gérant à nommer devra être choisi parmi les personnes éligibles appartenant à la même catégorie que l'gérant faisant défaut. Sont définis comme appartenant à chaque catégorie d'gérant les membres de la famille directe des gérants initialement nommés, à savoir les conjoints et les ascendants et descendants des gérants initialement nommés. Les réunions du conseil d'administration se tiennent valablement que si la majorité des gérants sont présents ou représentés. Les décisions au sein du conseil de gérance sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Les gérants (selon les règles de majorité prévus dans ces statuts) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Ils représentent la Société vis-à-vis des tiers et de toute administration.

Exception faite des premiers gérants nommés, l'assemblée générale pourra décider la révocation des gérants sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés décidant à la majorité.

La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux des premiers gérants, nommés conformément aux règles énoncées à l'article 12 des présents statuts, ou par les signatures conjointes de deux gérants autres que lesdits premiers gérants ou par la signature conjointe ou unique de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil de gérance de la

Société et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Article treize

Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Article quatorze

L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique visées à l'alinéa qui précède sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Article quinze

En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Article seize

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Article dix-sept

Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Article dix-huit

Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur

base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance duquel il apparaît que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale. La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée Générale.

Le conseil de gérance est autorisé à procéder à la distribution d'un acompte sur dividende, conformément aux conditions et dans les limites prévues par la Loi.

L'assemblée générale peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Article dix-neuf

Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'eux, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Article vingt

Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi, la Loi SPF et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu dans le temps entre les associés.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION DU CAPITAL SOCIAL

Les quatre-vingt-dix (90) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Jacques FUNCK, prénommé, trente parts sociales	30
2.- Monsieur Robert FUNCK, prénommé, trente parts sociales	30
3.- Monsieur Max FUNCK, prénommé, trente parts sociales	<u>30</u>
Total: quatre-vingt-dix parts sociales	90

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE SIX CENTS EUROS (€ 12.600.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE SIX CENTS EUROS (€ 12.600.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Le premier exercice commence le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2017.

EVALUATION

Les frais incombant à la société du chef des présentes sont évalués à environ mille Euros (€ 1.000.-).

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social, a pris en outre les résolutions suivantes :

1.- Sont nommés gérants de la société pour une durée indéterminée :

Gérante de catégorie A:

Madame Linda FUNCK, avocate, demeurant professionnellement à 2, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg

Gérant de catégorie B:

Monsieur Robert FUNCK, prénommé

Gérant de catégorie C:

Monsieur Max FUNCK, prénommé

2.- La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants

3.- L'adresse de la société est fixée à L-8053 Bertrange, 77, rue des Champs.

DONT ACTE

Fait et passé à Echternach.

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire instrumentant d'après son nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

(Signé) : P. SIMON, Henri BECK

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, 11 janvier 2017

Relation : GAC/2017/ 399

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur : (signé) G. SCHLINK

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 23 janvier 2017